

## Les étapes de l'élaboration de la résolution du 74<sup>e</sup> congrès

*La résolution du congrès qui, en principe, définissait l'orientation de l'UNEF jusqu'au suivant était adoptée par lui à partir d'un projet proposé par la direction nationale sortante, amendé d'après les propositions faites suite à sa discussion dans les AGE.*

*Pour le 74, nous avons la résolution finale, le projet soumis au débat, et un avant-projet, sans aucun doute une étape préalable de l'élaboration du projet par la direction (nous n'en savons pas plus pour le moment).*

*On a tenté ici de montrer l'évolution du texte en juxtaposant ces trois versions.*

*Le texte de l'avant-projet est en noir, ce qui y a été ajouté pour passer au projet en bleu, ce qui a été ajouté par le congrès en rouge. Ce qui a été supprimé par le congrès est barré, ce qui avait été déjà supprimé quand l'avant-projet était devenu projet doublement barré.*

*Résumons*

Texte de l'avant-projet conservé dans le texte final

Texte ajouté à l'avant-projet quand il est devenu projet

~~Texte de l'avant-projet non conservé dans le projet~~

Texte ajouté au projet par le congrès

~~Texte déjà dans l'avant-projet conservé dans le projet, non dans le texte final~~

~~Texte ajouté à l'avant-projet dans le projet, non conservé dans le texte final~~

*Certains passages ont été déplacés, non supprimés, d'une version à l'autre. Nous avons tenté de le signaler par des notes entre crochets.*

*Précisons qu'il s'agit d'un bricolage à partir d'OCR, qui n'est certainement pas parfait, des trois textes, dont les versions d'origine sont la référence à consulter. En particulier, s'agissant d'orthographe, l'OCR rajoute des fautes que nous n'avons probablement pas toutes corrigées. Inversement, si nous avons eu le souci de conserver l'orthographe d'origine, nous avons pu corriger machinalement, en les attribuant à l'OCR, des fautes qui sont les textes d'origine.*

*Il est également très loin d'être impossible que nous ayons fait, dans ce petit travail de coloriage et de rature, de regrettables confusions, que nous corrigerons si nos lecteurs nous les signalent*

*C'était l'UNEF, décembre 2020*

~~Depuis notre dernier congrès, le décalage entre les aspirations et le vécu des étudiants s'est accru, le fossé entre leurs exigences et la politique universitaire qu'ils subissent s'est creusé.~~

~~La résistance grandissante à la dégradation des conditions de vie et d'études a entraîné une modification de la situation. Le plus spectaculaire, c'est l'irruption de l'exigence des crédits supplémentaires, c'est la remise en cause de l'asphyxie budgétaire. Plus nombreuses, plus déterminées, les luttes grandissent à l'université.~~

~~Refusant d'y répondre, le gouvernement cherche à détourner les regards, mais s'obstine à vouloir imposer plus de sélection. Cette attitude suscite une poussée du mécontentement. Parfois, c'est l'explosion de colère.~~

~~Rien n'est joué. Aggravation de la pénurie ou investissement réel de l'Etat accroissement de la sélection ou amélioration des conditions d'étude ; inégalitarisme renforcé ou justice sociale ; tout dépend de la force de l'intervention des étudiants et avec eux, des enseignants et des personnels.~~

~~Avec l'évolution des technologies, l'explosion des connaissances dans le monde et dans notre pays, des possibilités immenses sont offertes à la jeunesse pour satisfaire ses aspirations.~~

~~Les besoins en nombre de techniciens supérieurs, cadres, ingénieurs, chercheurs, médecins, enseignants s'accroissent nettement. Ils exigent que l'on crée dès aujourd'hui les conditions pour aller vers les deux millions d'étudiants d'ici la fin du siècle.~~

~~Cela implique un enseignement supérieur où la démocratisation et la promotion sociale, l'égalité de tous devant le droit aux études, la justice sociale seront garanties. c'est d'autant plus urgent que l'université traverse une crise majeure, due à un manque crucial de moyens et qu'elle est l'objet d'un affrontement intense~~

~~De fait, le décalage entre les aspirations et le vécu des étudiants s'est accru, le fossé entre leurs exigences et la politique universitaire qu'ils subissent s'est creusé.~~

~~Mais la résistance grandissante à la dégradation des conditions de vie et d'études a entraîné une modification de la situation. Le plus spectaculaire, c'est l'irruption de l'exigence des crédits supplémentaires, c'est la remise en cause de l'asphyxie budgétaire même. Plus nombreuses, plus déterminées, les luttes grandissent à l'université.~~

~~Refusant de les satisfaire, le gouvernement cherche à détourner les regards, mais s'obstine à vouloir imposer plus de sélection. Cette attitude suscite une poussée du mécontentement. Parfois, c'est l'explosion de colère.~~

~~Aggravation de la pénurie ou investissement réel de l'Etat ; accroissement de la sélection ou amélioration des conditions d'étude ; inégalitarisme renforcé ou justice sociale ; privatisation ou service public rénové.~~

~~Rien n'est joué.~~

~~Cela exige la mobilisation de l'ensemble des étudiants.~~

~~L'année 89, avec la chute du mur de Berlin, la libération de Nelson Mandela ont illustré la force du rassemblement, la place qu'occupe la jeunesse dans la contestation, dans les luttes pour la liberté et la démocratie.~~

~~En France, un mouvement étudiant, fort, vigilant et revendicatif est essentiel pour s'opposer efficacement à l'aggravation des conditions d'études et pour gagner les moyens nécessaires à une formation de masse et de qualité.~~

Augmentation des droits d'inscription, numéris clausus, amphis et TD surchargés, casse de l'aide sociale, professionnalisation des premiers cycles... les coups portés aux étudiants se multiplient.

La vie des étudiants se fait de plus en plus difficile. L'échec, la sélection sociale se renforcent.

Nos facs explosent. L'asphyxie budgétaire est organisée. Des dizaines de milliers d'étudiants se voient exclus de l'université lors des inscriptions ou poussés à renoncer pendant l'année.

Toutes les mesures annoncées par L. Jospin, renforcent la sélection et les inégalités. La rentrée prochaine s'annonce pire que celle qui vient de s'écouler.

Ces attaques touchent l'immense majorité des étudiants. Tous voient heurter de front leur aspiration à réussir leurs études pour réussir leur vie. C'est une véritable agression !

La résistance grandissante à la dégradation des conditions de vie et d'études a entraîné une modification de la situation. Le plus spectaculaire, c'est l'irruption de l'exigence des crédits supplémentaires, c'est la remise en cause de l'asphyxie budgétaire même.

Le mouvement de cet automne a montré la capacité des étudiants à lutter et à gagner. Le plus fort depuis 86, il a permis, à partir des revendications de chaque fac, d'unir des dizaines de milliers d'étudiants pour exiger des crédits d'urgence, un réinvestissement massif de l'Etat dans l'Enseignement Supérieur.

Depuis, les luttes continuent à se développer contre l'application des mesures concrètes proposées par L. Jospin.

Le gouvernement cherche à détourner les regards, mais s'obstine à vouloir imposer plus de sélection. Cette attitude suscite une poussée du mécontentement. Parfois, c'est l'explosion de colère.

Rien n'est joué.

Aggravation de la pénurie ou investissement réel de l'Etat ; accroissement de la sélection ou amélioration des conditions d'étude ; inégalitarisme renforcé ou justice sociale ; privatisation ou service public rénové. Tout dépend de la force d'intervention de l'ensemble des étudiants et avec eux des enseignants et des personnels.

Un mouvement étudiant, fort, vigilant et démocratique est essentiel pour s'opposer efficacement à l'aggravation des conditions d'études et pour gagner les moyens nécessaires à une formation de masse et de qualité

Là où elle a su mettre pleinement en œuvre l'orientation de son 73<sup>e</sup> Congrès, l'UNEF a contribué, de façon décisive, au développement de la riposte. Une seule chose la détermine : la défense au quotidien des intérêts des étudiants. ~~Pour une orientation syndicale offensive, ouverte et revendicative, qui se propose de dresser un front de résistance à la politique élitiste, jamais de telles possibilités n'ont été ouvertes.~~

~~Avec l'orientation de son 73<sup>e</sup> congrès, l'U.N.E.F. a contribué de façon décisive au développement de la riposte.~~ Avec son 74<sup>e</sup> congrès, l'U.N.E.F. a l'objectif de se déployer pleinement, d'investir le champ immense qui s'offre aux luttes d'endiguer les progrès de la sélection pour imposer une université de la réussite pour tous.

## **PREMIERE PARTIE**

### **LA POLITIQUE UNIVERSITAIRE ACTUELLE EST INCAPABLE DE SATISFAIRE LES ASPIRATIONS DES ETUDIANTS**

#### **1 - ~~UN MILLION A VOULOIR REUSSIR~~**

#### **I- UNE VOLONTE DE REUSSIR QUI SE HEURTE A LA POLITIQUE MISE EN ŒUVRE A L'UNIVERSITE**

Réussir pour assurer leur avenir

Pour la masse des étudiants, le maître mot c'est réussir. La première conséquence c'est qu'ils veulent pousser le plus loin possible leurs études, continuer après un D.E.U.G., un D.U.T. ou un bac professionnel par exemple. L'augmentation du nombre d'étudiants, dans toutes les filières, bacheliers de l'année ou d'années antérieures en témoigne. ~~L'université~~ L'enseignement supérieur leur apparaît comme un atout irremplaçable pour leur avenir professionnel. En outre, ils sont ~~généralement~~ très attachés au respect du choix de leur filière afin qu'elle corresponde le mieux possible à leurs projets d'avenir.

En effet, pour accéder à un emploi stable, reconnu et bien rémunéré quand le chômage et la précarité se développent, pour avoir sa place dans la société et y jouer un rôle utile, les étudiants veulent une formation de qualité.

#### **Exigents [*sic*!] pour la qualité et le contenu des cours**

Ces aspirations les poussent à être exigeants sur la qualité et le contenu des cours.

Les étudiants veulent être bien encadrés, avoir en cours et en T.D., des enseignants bien formés, disponibles et capables de répondre à toutes leurs questions. Ils veulent une formation en prise avec les avancées de la recherche et des technologies. Etudier, cela implique d'avoir à disposition l'équipement nécessaire (en T.P., dans les bibliothèques...).

Ils veulent pouvoir développer leur esprit critique, leurs capacités d'analyse, ils aspirent au pluralisme et à la confrontation des idées, ils veulent s'ouvrir sur le monde.

[Le passage en italique qui suit a été déplacé pour devenir le III- de cette partie]

### ~~86–89 : de l'expérience de leur force à la revendication budgétaire.~~

~~Dans la dernière période, l'état d'esprit des étudiants s'est transformé en profondeur.~~

~~En 86, un million de lycéens et d'étudiants découvrent que leur nombre est une force, que tous unis et déterminés contre la sélection et la privatisation, on peut faire échec aux projets les plus graves.~~

~~Depuis, de nombreuses luttes se sont développées, rassemblant des milliers d'étudiants: contre la privatisation à Nice, contre les tirages au sort à Lille, pour des créations de postes à Rennes... Toutes ces luttes ont peu à peu mis à l'index la misère des universités. Tout au long de ces mouvements a grandi la revendication budgétaire.~~

~~Aujourd'hui, les étudiants reconnaissent massivement que le manque de moyens est la cause de leurs difficultés. C'est une remise en cause sans précédent des choix budgétaires du gouvernement.~~

### ~~Le recours à l'action revendicative~~

~~Face à ces difficultés, il y a la volonté tenace des étudiants de réussir leurs études. Devant les mauvais coups, les étudiants ne rejettent aucun recours, y compris l'action revendicative, surtout si elle n'entrave pas leurs études. Cet état d'esprit nouveau a entraîné une modification des formes de lutte.~~

~~Les étudiants se sont donnés des moyens d'action permettant à tous de participer tout en allant en cours : signature de pétitions, participation massive aux manifestations lors des journées banalisées. Les enquêtes d'opinion révèlent qu'un étudiant sur deux est prêt à participer à une manifestation pour obtenir une amélioration de ses conditions d'études.~~

~~L'ampleur des difficultés est telle qu'il est de plus en plus difficile pour un étudiant de s'en sortir tout seul. Le mouvement de 89 le montre. L'idée "pour s'en sortir, il faut s'imposer, si nécessaire, au détriment des autres" recule au profit de "les mauvaises conditions d'études sont la cause principale de l'échec".~~

~~Ce recul de l'individualisme et cette prise de conscience des facteurs de l'échec, élargissent les possibilités de lutte à l'université.~~

### ~~**Des aspirations convergentes avec les différents acteurs de l'université**~~

~~Une autre caractéristique du mouvement de 89 a été de révéler les possibilités et la nécessité de lutter en convergence avec les différents acteurs de l'université.~~

~~Les différentes actions des enseignants, la remarquable lutte des personnels A.T.O.S. pour les salaires et l'emploi, précisément quand les étudiants veulent être plus et mieux encadrés, les prises de position de certains présidents d'universités parfois à l'initiative de journées banalisées, toutes ces expressions du ras le bol ont contribué à renforcer le mouvement étudiant, à obtenir des victoires.~~

### ~~**Profondément marqués par un climat social revendicatif.**~~

~~Au delà des problèmes de l'enseignement, c'est l'ensemble des acquis sociaux qui sont attaqués : le gouvernement remet en cause la sécurité sociale, la fonction publique, le SMIC, le droit au logement, les libertés publiques... mais la aussi un fort mouvement revendicatif se développe dans notre société. Les étudiants, dont beaucoup sont issus de familles en butte, à un niveau ou à un autre, à des difficultés, à des attaques brutales, ne sont pas imperméables à ce climat.~~

~~la montée du mouvement social participe à l'accroissement de la disponibilité des étudiants à s'engager dans l'action.~~

~~Remontée du pouvoir d'achat, défense des libertés publiques, défense du statut de la fonction publique, de la sécurité sociale... autant d'exigences qui marquent en profondeur le climat social et dont les étudiants sont largement imprégnés.~~

## ~~**2 - LA POLITIQUE DU POUVOIR A L'UNIVERSITE**~~

### ~~**Casser les ambitions, former au renoncement**~~

~~Au désir des étudiants de réussir, de se former, la politique du gouvernement oppose une université de l'échec, elle casse leurs ambitions, leurs projets, elle les pousse à renoncer à se former. Un échec est minutieusement organisé qui pousse 50 % des étudiants à quitter la fac sans diplôme.~~

De fait, le gouvernement refuse de dispenser une formation de masse et de qualité. Dès l'inscription, le droit à la formation est remis en cause. Au-delà, l'absence de cours de soutien, de projet pédagogique, d'infrastructures, la démotivation et le "saquage" aux examens sont des ressorts très efficaces.

### **Renforcer la sélection**

~~A la volonté croissante d'étudier, d'élever son niveau de qualification, le gouvernement répond par une politique d'exclusion qui frappe de nombreux bacheliers et étudiants :~~

~~-sélection à l'entrée de l'université et de tous les cycles (systématisation des numéros clausus, refus de transfert, d'équivalences, de redoublement) ;~~

~~-renforcement de la sélection sociale, notamment par la remise en cause du système d'aide sociale~~

~~;~~

~~-discrimination renforcée à l'égard des étudiants étrangers (pour l'accès à l'université, aux cités U, etc...);~~

La volonté croissante qui anime les jeunes d'étudier, d'élever leur niveau de qualification, se heurte à la sélection arbitraire, à l'exclusion organisée. Le scandale des inscriptions en premier cycle, l'instauration de "tests de niveau", la systématisation des numéros clausus, les "saquages" aux examens, les refus de redoublement, la limitation des équivalences sont autant de procédés de sélection qui sociologiquement frappent davantage les étudiants issus des milieux les moins favorisés.

On assiste dans le même temps, à l'implantation de facs américanisées, (exemple : Metz) où les droits d'inscription dépassent 30 000 Francs.

On constate par ailleurs que les étudiants étrangers, plus particulièrement les étudiants hors C.E.E, sont victimes de discriminations particulières : lors des inscriptions avec le maintien chaque année de la procédure illégale de "démarche de pré-inscription" et des refus d'inscription en l'absence de carte de séjour ; lors de l'obtention ou du renouvellement des titres de séjour, avec les tracasseries administratives et le contrôle illégal par la préfecture de "la réalité des études" qui à partir de la simple appréciation d'un fonctionnaire, motive chaque année la reconduite à la frontière de milliers

d'étudiants ; lors du séjour lui-même, discrimination devant les études (refus de redoublement, de réorientation, etc...) devant les œuvres sociales (limitation de l'accès aux cités-U...).

### **Précariser**

Tandis que les étudiants veulent avoir des diplômes pour échapper au chômage, à la précarité, ils sont placés, dès l'université dans une situation précaire :

- le renforcement de la sélection sociale, notamment par la remise en cause du système d'aide sociale, conduit près d'un étudiant sur deux ~~deit~~ à se salarier, faire des "petits boulots" ou travailler sans être déclaré pour payer ses études ; de nombreux autres sont contraints à la dépendance financière : emprunts bancaires, aide de parents.

~~les loyers ne cessent d'augmenter, les cités U se dégradent et sont en nombre insuffisant, les aides au logement font défaut,~~

- les bibliothèques universitaires manquent de livres, de personnels, de locaux, elles dépérissent.

Enfin, des milliers d'étudiants sont parqués dans des antennes sans l'environnement indispensable, sans bibliothèque, cité et restaurant universitaires,

Cette politique renforce l'échec et l'abandon, rend de plus en plus difficile et précaire l'entrée des étudiants dans la vie active. Elle aggrave, en tout premier lieu, la sélection sociale.

### **Combattre l'esprit critique**

A la curiosité des étudiants, à leur soif d'esprit critique, on oppose le conformisme, on combat le pluralisme.

Pour réussir aux examens, il faut se réduire à bachoter, à faire du "par-cœur". Des étudiants sont recalé pour "délit d'opinion", notamment par le non-respect de l'anonymat des copies. Les atteintes aux libertés, à l'expression politique et syndicale se multiplient.

Les attaques contre tous ceux qui relèvent la tête, se multiplient. L'exemple de Rémi DARNE est, à cet égard, significatif: interdit de soutenance de mémoire de D.E.A. à l'université de Droit et Sciences politiques d'Aix- Marseille, pour avoir refusé de céder au chantage qui le sommait, de retirer un livre dont il est l'auteur.

L'université condamnée par le tribunal administratif, refuse d'appliquer la décision de justice et le gouvernement, sous couvert d'autonomie des universités ou d'indépendance de la justice, quand celle-ci est saisie, refuse d'intervenir dans cette affaire qui concerne les fondements `mêmes de notre démocratie.

### ~~Pousser à la compétition~~

A la volonté de s'épanouir on répond par la dégradation des conditions de vie et d'étude. Des options, des U.V. libres ou facultatives, des filières sont supprimées.

L'université ne devient qu'un lieu de passage, sans lieu de vie, d'animation, de culture, d'échanges.

### ~~Encourager la division~~

~~Face à l'adhésion massive des étudiants aux principes d'égalité, on encourage la division~~

~~On oppose les intérêts des étudiants français et étrangers.~~

~~Les discriminations sociales sont aggravés.~~

~~Les échanges avec les pays étrangers sont réservés à une petite élite, notamment dans le cadre des programmes ERASMUS et COMETT.~~

~~Les quelques coopérations avec les universités des pays du tiers monde sont remises en cause.~~

~~Tout cela heurte l'aspiration majeure des étudiants à des rapports d'amitié et de solidarité.~~

### **Faire accepter cette politique**

On le voit, cette politique heurte directement et brutalement les intérêts des étudiants. Pour éviter qu'elle ne soit remise en cause, le pouvoir a besoin d'étouffer la contestation, ou mieux, de faire accepter cette politique telle qu'elle est, douloureuse, en agissant sur les mentalités, en encourageant la résignation, **en favorisant une pseudo-consultation, en renforçant la division.**

**Les non-lieux prononcés après les violences policières de décembre 86, Il truque le procès des assassins de Malik ! Blanchit les criminels pour ne pas soulever l'instruction bâclée du procès des assassins de Malik, et sa conséquence, un verdict scandaleux qui blanchit les criminels traduisent la**

volonté du gouvernement de ne pas ranimer le souvenir du projet Devaquet et de la vague de révolte qu'il avait provoquée.

Il refuse de mettre hors la loi le peloton des voltigeurs motorisés.

La répression contre les dirigeants du mouvement étudiant se développe.

~~Le gouvernement dévoie les exigences des étudiants pour aggraver de fait leur situation.~~

Une énorme campagne d'intoxication, étayée par de multiples sondages, tente de faire accepter l'idée que les étudiants sont maintenant prêts à payer plus et à accepter la sélection.

### ~~3 - LE PLAN JOSPIN ET LES PROJETS UNIVERSITAIRES ONT UNE COHERENCE~~

## **II - LE PLAN JOSPIN : UNE ATTAQUE COHERENTE CONTRE NOTRE DROIT A ETUDIER**

A mesure qu'ils sont mis en œuvre, les projets gouvernementaux révèlent leur cohérence.

Dans leurs choix fondamentaux, ces projets recourent le projet Devaquet ; ils vont dans le sens du désengagement financier de l'état, de la privatisation, de l'éclatement des formations. Ce sont ces mêmes projets, c'est cette même cohérence qui, à l'échelle européenne, ont conduit des milliers d'étudiants italiens, grecs, allemands, espagnols, à occuper leurs universités.

~~Mais,~~ En France, le gouvernement a tiré les leçons de 1986 : il les fait passer dans le cadre des lois en vigueur, sans recours à un projet de loi global, par petits bouts ou par décrets, obligé de contourner le mécontentement et les luttes revendicatives.

### **Désengagement financier de l'état renforcé**

Le désengagement financier de l'état est le problème majeur. ~~La part du P.I.B. consacrée à l'éducation est inférieure à ce qu'elle était en 1977 et le budget a moins augmenté en 1989 qu'en 1983.~~

~~Dans ce cadre de pénurie, le gouvernement~~ II encourage le recours à d'autres sources de financement.

Les collectivités territoriales financeraient les 2/3 des nouvelles constructions universitaires. Les communes, les départements et les régions assumeraient le désengagement financier de l'Etat, ce qui accentuerait les inégalités géographiques. Dans tous les cas, les collectivités exigent un "transfert des compétences" qui, avec l'autonomie des universités conduirait à la multiplication des diplômes d'université et, à terme, à la remise en cause des diplômes nationaux,

L'introduction accélérée de la privatisation va de pair avec un rôle accru, voire prépondérant des chambres patronales dans le choix des filières, leurs capacités d'accueil, et le contenu de formation.

Dans le même temps, le gouvernement, les universités continuent à presser toujours plus les étudiants et leurs familles, en augmentant les droits d'inscription, en instituant des frais d'inscription supplémentaires, en instaurant une taxe sur l'essence, **voire un emprunt national**.

### **Eclatement des formations**

Avec la contractualisation et une possible réforme des premiers cycles, tout est mis en œuvre pour que les universités choisissent la voie de l'éclatement des formations. La multiplication des types de 1er cycle, sans équivalence pour la licence (DEUST, DU...), l'apparition de nombreuses filières de remise à niveau, transformées par manque de moyens en filières-parking, rendent de plus en plus difficile la poursuite des études.

Lionel Jospin l'avoue : il veut concentrer les premiers cycles sur certaines universités pour favoriser quelques pôles d'excellence, seuls liés à la recherche. Il voudrait confiner les enseignants dans des tâches spécifiques par l'instauration de primes de recherche, d'enseignement ou de gestion.

**La recherche non plus n'est pas épargnée : suppression de labos, militarisation rabougrissement des débouchés de DEA et de thèses.**

On tente d'éloigner tous les premiers cycles de Paris : les antennes universitaires se multiplient en banlieue, parfois à plusieurs dizaines de kilomètres de la capitale. Pour laisser la place à la spéculation immobilière sur les propriétés universitaires, on ~~veut~~ **voudrait** recomposer le paysage universitaire parisien et supprimer 50 000 places ~~de~~ **dans** Paris intra-muros.

## **Réforme de l'aide sociale Une réforme d'injustice sociale**

~~Il faut plus de bourses ? Ce n'est pas la voie que choisit le gouvernement. En introduisant le "prêt-aidé", il s'attaque pour la première fois au système actuel des bourses et conduit tous les étudiants, jusqu'aux plus démunis, à participer au financement de leurs études. En même temps, c'est un formidable moyen de renforcer la sélection en supprimant le droit au redoublement, à la réorientation, aux transferts, et en favorisant les filières dites rentables. Les étudiants sont~~

Au lieu d'augmenter le nombre et le montant des bourses, il remet en cause un système d'aide fondé sur la justice sociale. Les bourses, jusqu'ici accordées sur critères sociaux par le Rectorat, seraient délaissées pour les prêts d'étude.

Si ce projet passait, les étudiants devraient faire leur demande de bourses directement auprès des universités qui décideraient selon leurs 'propres critères, d'attribuer soit une bourse, soit un prêt, soit une aide panachée. Ce système déjà mis en place dans d'autres pays a été un échec.

Si celui qui demande une bourse se voit accordé un prêt, ce serait à prendre ou à laisser. Les étudiants seraient pieds et poings liés à leur fac et, de plus, sur-endettés avant même d'entrer dans la vie active.

Les projets de construction de nouvelles résidences universitaires contribuent, par le prix prohibitif de leurs loyers, à créer un logement, une aide sociale à deux vitesses.

### **En lien avec l'Europe de 92**

Toutes ces mesures s'inscrivent dans la perspective de l'Europe de 92. Harmoniser la politique universitaire avec celle d'autres pays européens est à la fois un objectif poursuivi et un moyen d'accroître la sélection et de remodeler l'université française.

Toutefois, le gouvernement français n'harmonise pas le pourcentage du PIB, consacré à l'Education Nationale, avec celui des autres pays européens.

A la masse des étudiants, on veut donner une formation limitée. Destinés à devenir une main d'œuvre bon marché, précarisable, ils doivent pouvoir s'adapter vite aux changements de créneaux rentables.

~~Seule une petite élite serait bien formée, préparée pour encadrer ce dispositif.~~ Par contre, les échanges avec les pays étrangers sont réservés à une petite élite bien formée, notamment dans le cadre des programmes ERASMUS et COMETT.

### **Une arme : l'asphyxie budgétaire.**

Cette volonté de renforcer l'élitisme et la sélection sociale, de faire accepter aux étudiants tous les projets néfastes comme seule solution à leurs problèmes s'appuie sur l'asphyxie budgétaire.

Le gouvernement fait le choix d'économiser sur le service public d'éducation pour consacrer ces sommes à des domaines comme l'industrie de l'armement.

Cette politique heurte de plein fouet les aspirations des étudiants et leurs intérêts objectifs. Si ces projets n'étaient pas mis en échec, ce serait la remise en cause du service public d'éducation. Des centaines de milliers de jeunes, aujourd'hui et dans les années à venir en subiraient durement les conséquences.

### **III - UNE SEULE SOLUTION: L'ACTION**

#### **86 - 89 : de l'expérience de leur force à la revendication budgétaire.**

Dans ~~la dernière~~ cette période, l'état d'esprit des étudiants s'est transformé en profondeur.

En 86, un million de lycéens et d'étudiants découvrent que leur nombre est une force, que tous unis et déterminés contre la sélection et la privatisation, on peut faire échec aux projets les plus graves.

Depuis, de nombreuses luttes se sont développées, rassemblant des milliers d'étudiants: contre la privatisation à Nice, contre les tirages au sort à Lille, pour des créations de postes à Rennes... Toutes ces luttes ont peu à peu mis à l'index la misère des universités. Tout au long de ces mouvements a grandi la revendication budgétaire.

Aujourd'hui, les étudiants reconnaissent massivement que le manque de moyens est la cause de leurs difficultés. C'est une remise en cause sans précédent des choix budgétaires du gouvernement.

## **Le recours à l'action revendicative**

~~Face à ces difficultés, il y a la volonté tenace des étudiants de réussir leurs études. Devant les mauvais coups, les étudiants ne rejettent aucun recours, y compris l'action revendicative, surtout si elle n'entrave pas leurs études. Cet état d'esprit nouveau a entraîné une modification des formes de lutte.~~

C'est face à l'ampleur des coups portés, que les étudiants décident de la forme de riposte. Aucun préalable à la lutte, sous ces formes les plus diverses ne doit être posé, le seul mot d'ordre étant de gagner. Cet état d'esprit nouveau a entraîné une modification des formes de lutte.

Les étudiants se sont donnés des moyens d'action permettant à tous de participer tout en allant en cours : signature de pétitions, participation massive aux manifestations lors des journées banalisées. Les enquêtes d'opinion révèlent qu'un étudiant sur deux est prêt à participer à une manifestation pour obtenir une amélioration de ses conditions d'études.

L'ampleur des difficultés est telle qu'il est de plus en plus difficile pour un étudiant de s'en sortir tout seul. Le mouvement de 89 le montre. L'idée "pour s'en sortir, il faut s'imposer, si nécessaire, au détriment des autres" recule au profit de "les mauvaises conditions d'études sont la cause principale de l'échec".

Ce recul de l'individualisme et cette prise de conscience des facteurs de l'échec, élargissent les possibilités de lutte à l'université.

## **Des aspirations convergentes avec les différents acteurs de l'université**

Une autre caractéristique du mouvement de 89 a été de révéler les possibilités et la nécessité de lutter en convergence avec les différents acteurs de l'université.

Les différentes actions des enseignants, la remarquable lutte des personnels A.T.O.S. pour les salaires et l'emploi, précisément quand les étudiants veulent être plus et mieux encadrés, les prises de position de certains présidents d'universités parfois à l'initiative de journées banalisées, toutes ces expressions du ras-le-bol ont contribué à renforcer le mouvement étudiant, à obtenir des victoires.

## **Profondément marqués par un climat social revendicatif.**

Au-delà des problèmes de l'enseignement, c'est l'ensemble des acquis sociaux qui sont attaqués : le gouvernement remet en cause la sécurité sociale, la fonction publique, le SMIC, le droit au logement, les libertés publiques... mais là aussi un fort mouvement revendicatif se développe dans notre société. Les étudiants, dont beaucoup sont issus de familles en butte, à un niveau ou à un autre, à des difficultés, à des attaques brutales, ne sont pas imperméables à ce climat.

La montée du mouvement social participe à l'accroissement de la disponibilité des étudiants à s'engager dans l'action.

~~Remontée du pouvoir d'achat, défense des libertés publiques, défense du statut de la fonction publique, de la sécurité sociale... autant d'exigences qui marquent en profondeur le climat social et dont les étudiants sont largement imprégnés.~~

## DEUXIEME PARTIE

### POUR SE DEFENDRE EFFICACEMENT, COMBATTRE LES MAUVAIS COUPS ET GAGNER UNE UNIVERSITE DE LA REUSSITE, ~~LA BONNE~~ ~~VOIE, C'EST CELLE DE L'UNION~~ **LE BON MOYEN C'EST L'UNION** **DANS L'ACTION**

~~Pour imposer ses projets, le pouvoir est prêt à faire beaucoup de mal aux étudiants.~~

~~Mais, ça ne passe~~ Les projets du pouvoir ne passent pas tout seul. De plus en plus nombreux, les étudiants résistent : ils font l'expérience qu'unis, déterminés, il est possible de se défendre. Beaucoup dépend d'eux, et ils s'en rendent compte. Au point que parfois, c'est l'explosion dans les universités.

#### **I-1- LE RASSEMBLEMENT A CHAQUE FOIS FAIT SES PREUVES**

Aucun problème n'est insoluble. L'union et la mobilisation imposent des solutions à tout.

~~[Le rassemblement, c'est lui qui a fait tomber le mur de Berlin, qui a libéré le plus ancien prisonnier politique du monde.]~~

En 1986, c'est ~~lui~~ **le rassemblement** qui a fait mordre la poussière à Devaquet qui avait promis les universités à la loi du fric, à la concurrence sauvage, à la privatisation.

Ce mouvement a permis à un million d'étudiants, pour prendre leurs affaires en main, de s'organiser tous ensemble pour changer leur avenir. Il a ouvert des perspectives immenses au mouvement étudiant.

Depuis, les étudiants ont souvent fait entendre leur voix et obtenu gain de cause.

#### **Aucun problème n'est sans réponse**

C'est en débrayant les cours pour aller massivement en délégation devant les présidences des universités que l'on a gagné le dédoublement d'amphis ou de T.D.

C'est en réagissant vite aux mesures racistes, en faisant signer des centaines de pétitions en quelques heures, en attaquant devant les tribunaux les mesures de reconduite à la frontière, en nous regroupant devant les préfectures, que l'on a sauvé des dizaines d'étudiants étrangers de l'expulsion.

C'est en nous mobilisant à plusieurs dizaines de milliers dans toute la France que l'on a arraché ~~des constructions nouvelles de locaux universitaires~~ **des rénovations de locaux universitaires et des constructions nouvelles.**

C'est en refusant ensemble les atteintes au libre choix des facs, des filières et des U.V. que l'on a pu débloquent des centaines de dossiers d'inscription supplémentaires.

C'est en occupant des Conseils d'administration que l'on a empêché des suppressions de filières ou des suppressions de postes.

C'est parce que les résidents des cités de Nanterre et d'Antony ont décidé ensemble de faire la grève des loyers qu'ils ont gagné la rénovation de leur cité.

A chaque fois il a fallu se battre. Et pour que ça marche, il a fallu le faire à plusieurs. ~~Rassembler, e'est indispensable pour être efficace : e'est la condition pour gagner.~~

**Pour se retrouver ensemble dans l'action, il faut s'écouter, décider ensemble. C'est la démocratie**

Durant l'automne 89, nous avons encore partagé les mêmes conditions d'études insupportables, nous nous sommes retrouvés dans les mêmes luttes.

Les formes d'action et les revendications, c'est dans les assemblées générales d'étudiants qu'elles ont été décidées. C'est là qu'ont été élus à chaque fois les délégués qui devaient rencontrer le ministre ou les députés.

Ce souci démocratique des étudiants a conduit, à chaque moment de la lutte, à rechercher des formes qui en ont permis l'élargissement : pétitions, locales ou nationales, revendication de journées banalisées...

Cette recherche de formes de luttes qui concilient la participation du plus grand nombre et la poursuite normale des cours, a permis de faire progresser le rassemblement.

Les structures du mouvement ont reflété cette aspiration majeure des étudiants à une conduite démocratique des luttes.

Les interfaces informelles de coordination et d'information, où personne n'impose ses vues aux autres, mais qui dégagent des propositions d'actions, ont favorisé les convergences dans le mouvement et ont dégagé des perspectives de victoire.

**Rassembler, c'est indispensable pour être efficace : c'est la condition pour gagner. [déplacé]**

~~Dans de telles structures, suscitées par le développement revendicatif, l'UNEF est évidemment prête à prendre sa place, elle le fait avec son parti pris des intérêts des étudiants, avec la volonté de gagner.~~

## **II- 2- GAGNER UNE UNIVERSITE DE LA RÉUSITE**

~~Nous devons empêcher toutes les mesures actuelles car elles correspondent à une formidable aggravation de nos conditions d'études. Gagner une université de la réussite, c'est d'abord refuser l'échec, la sélection, la remise en cause de l'aide sociale, et se battre pour le maintien des acquis actuels.~~

### **Un financement public et national**

~~D'autant que d'autres réponses peuvent être apportées aux difficultés des étudiants. Nous avons besoin d'une autre université. Lors du mouvement Devaquet, lors des États Généraux de mars 87, ainsi que dans des luttes plus récentes, les étudiants ont exprimé leurs besoins, leurs exigences. Quelles sont-elles ?~~

Tous les mouvements que nous vivons revendiquent, fondamentalement, la justice sociale et l'égalité des chances. Cela ne peut se faire que par un financement à caractère public et national.

"C'est à l'État de payer". Il est nécessaire qu'une formation qualifiante et reconnue soit délivrée au plus grand nombre. Deux millions d'étudiants en l'an 2 000, ça n'est possible qu'en doublant des maintenant le budget des universités, ~~l'État seul, dans~~ le cadre d'un service public rénové ~~peut répondre à cette exigence.~~

Lui seul peut garantir l'égalité des contribuables devant l'investissement pour l'enseignement supérieur alors que le financement par les collectivités locales entraînerait des différences de contributions, selon le lieu d'habitation.

Comment cela est-il possible ? Les moyens sont multiples, mais, en tout état de cause, nous ne voulons pas que le doublement du budget de l'université se fasse sur le dos des budgets sociaux : il est possible de prélever sur le budget du surarmement.

La taxe d'apprentissage doit être collectée nationalement auprès des entreprises, premières à bénéficier de la formation et redistribuée équitablement aux établissements en fonction de leurs besoins. Les entreprises peuvent payer. La preuve : quand elles y trouvent leur intérêt, elles sont prêtes à le faire.

Taxer de plus, les entreprises spéculatrices qui parasitent la vie économique sans créer ni richesses nouvelles ni emplois nouveaux. De cette façon, 25 milliards de francs peuvent être dégagés tout de suite.

Contre l'élitisme et la sélection sociale, c'est le seul moyen de gagner.

### **Gagner une université de la réussite**

**1. Une université du libre accès pour tous**, à tous les niveaux : du bachelier au titulaire d'un D.E.A., d'un D.E.U.G. ou d'un D.U.T. Il faut développer les possibilités d'équivalence, supprimer les demandes d'autorisations de redoublement et les numéris-clausus. Il faut garantir le libre choix de la filière et de l'université **en ayant le souci d'intégrer les étudiants salariés.**

**C'est cela qui nous permettra de répondre aux besoins croissants en techniciens, cadres et ingénieurs, et d'aller vers les deux millions d'étudiants en l'an 2000**

**2. Une université de la réussite pour tous**, où les examens seraient de réels contrôles des connaissances et non des barrages, non des palliatifs aux ~~manquements~~ **carences** budgétaires. Ainsi, gagnons le dédoublement des T.D. et amphis ainsi que l'agrandissement des bibliothèques universitaires et installations techniques, labos, salles de T.P. Il est important qu'immédiatement le taux d'encadrement soit ramené de un enseignant pour 23 étudiants à la norme européenne de un pour 12, **et que les enseignements soient assurés par des enseignants-chercheurs.** Il faut encore une extension du nombre de facs, de leurs locaux, les rénover. Il faut enfin, transformer les antennes en

véritables centres universitaires, ou universités, avec tous les équipements nécessaires. **Il faut prévoir aussi des structures accessibles aux handicapés**

**3. Une université de la justice sociale** qui permette l'accès de tous. Augmenter le nombre d'étudiants, c'est permettre à plus d'enfants d'ouvriers et d'employés d'accéder à l'université. Cela signifie qu'il faut développer prioritairement l'aide sociale. Il faut doubler le nombre et le taux des bourses, les mensualiser et faire que le versement du 1er terme s'effectue en ~~octobre~~-septembre. Nous demandons le maintien systématique des bourses pour les redoublants ou les étudiants qui changent d'orientation. Nous demandons que soit garanti l'octroi d'une bourse au retour du service national ou après une interruption d'études.

Il faut abroger le décret Valade sur les CROUS. Il faut rénover les cités-U ainsi que les resto-U existants, il est de même, urgent de construire 150 000 nouvelles chambres de cités-U, adaptées aux exigences actuelles des étudiants, à prix modique.

Nous exigeons le retour à la parité Etat/étudiants dans le prix du ticket de R.U. Nous nous prononçons pour un droit égal à la santé pour tous. La M.N.E.F. et les autres mutuelles, telles qu'elles sont gérées aujourd'hui ne le permettent pas. Il faut revenir à la cotisation unique à prix modique. Nous exigeons le financement par l'Etat de la sécurité sociale étudiante, **ainsi que l'installation de centres de médecine préventive dans toutes les universités.**

**4. Une université pour une jeunesse émancipée.** Pour cela, il faut tout d'abord la démocratie à l'université avec une augmentation de la représentation étudiante au sein des conseils, avec la liberté d'information, d'expression dans les cours et les T.D., avec le droit au local syndical ou d'association dans les universités, avec des espaces de création et d'échanges, **la suppression des conseils restreints.**

**Il faut gagner l'application dans tous les établissements d'enseignement supérieur des textes qui reconnaissent les droits politiques et syndicaux des étudiants et la représentativité de leurs organisations, contenus dans la loi Savary (26 janvier 1984) et la loi Jospin (10 juillet 1989). Il faut supprimer la sur-représentation des personnalités extérieures dans les conseils.**

~~Il nous faut de plus, un contenu différent des formations. Les études ne doivent pas scléroses l'esprit mais l'ouvrir. Il nous faut le droit de décider de nos choix d'études, de nos U.V.~~

**5. Une université d'échanges et de coopérations**, pour que chaque étudiant étranger puisse y suivre la formation de son choix, ~~il faut supprimer toutes les mesures racistes :~~

~~Abrogation du décret du 31 décembre 1981 qui instaure l'inscription préalable ;~~

~~Egalité des droits en ce qui concerne la liberté d'accès aux universités et aux cités\*U~~

~~Abrogation de la loi Joxe ;~~

~~Abrogation du décret Joxe qui réduit à 24 heures le délais de recours des étudiants étrangers en cas de menace d'expulsion ;~~

~~suppression de la condition de ressources pour l'octroi d'une carte de séjour.~~

~~De même, il faut permettre à tous les étudiants français qui le désirent d'aller étudier à l'étranger.~~

il faut supprimer notamment toutes les mesures discriminatoires à l'encontre des étudiants étrangers.

Quelle que soit leur nationalité, tous les étudiants ont les mêmes droits : particulièrement, ils ont le droit de s'inscrire, conformément à la loi Savary, dans l'établissement et la filière de leur choix ;

l'U.N.E.F. demande donc l'abrogation du décret de 1981 qui instaure la procédure des pré-inscriptions ; ils ont le droit de suivre des études de qualité, droit de bénéficier des Oeuvres

Universitaires : aucun quota, aucune discrimination ne saurait exister et l'U.N.E.F. s'opposera à toute mesure violant ce principe ; ils ont droit à la sûreté de leur séjour, au respect des droits de la

defense : nous demandons que soit supprimée la condition de ressources pour l'octroi d'une carte de séjour, nous exigeons l'abrogation de la loi Joxe du 2 août 1989 relative à l'entrée et au séjour des

étrangers en France, et l'abrogation de la loi Joxe du 12 janvier 1990 sur le refus de séjour. `

"Nous appelons l'ensemble de la communauté universitaire, étudiants, enseignants, personnels, à se rassembler massivement pour empêcher toutes les reconduites a la frontière, d'étudiants étrangers : décrétons — Facs interdites aux expulsions ! "

0,3 ~~0,03~~ % des étudiants bénéficient d'une bourse du programme ERASMUS, aujourd'hui réservée à une élite triée sur le volet. Nous dénonçons la conception élitiste d'ERASMUS et exigeons son extension à tous ceux qui souhaitent étudier à l'étranger, la multiplication des bourses d'études à l'étranger et de vrais programmes d'échanges et de coopérations.

**6. L'UNEF et le service militaire :** Pour de nombreux étudiants, le service national est vécu comme une coupure, parfois cela n'est pas sans conséquences sur la suite de leurs études ; il faut

donc que les possibilités de report, et que les formes de services tenant compte de leurs qualification, soient élargies.

Il faut ramener le service national de 1 an à 6 mois.

Il ne doit pas y avoir de discriminations envers les objecteurs de conscience, notamment pour la durée du service.

Enfin, l'UNEF s'oppose à l'emprisonnement des insoumis.

L'application du programme ERASMUS se fait au détriment des étudiants hors CEE. Il faut un accueil adapté aux besoins de tous les étudiants étrangers.

Reste à démultiplier la coopération d'université à université pour améliorer le contenu des formations et notamment jouer un rôle d'aide au développement pour les régions du monde qui en ont le plus besoin.

#### **Ces objectifs sont accessibles.**

Ces besoins sont actuels. Les étudiants les ressentent. A travers les luttes, de nombreuses revendications s'expriment. Porteuse de ces revendications, l'U.N.E.F. veut avancer vite avec les étudiants pour gagner ces améliorations.

Loin d'être un projet irréaliste, ces objectifs sont accessibles. Le rapport de forces peut à tout moment, permettre la conquête d'avancées, une à une ou globalement, qui aillent dans leur sens.

#### **IV- 3- L'U N E F., AU SERVICE DU RASSEMBLEMENT** [*Le IV semble une erreur, puisque nous ne voyons pas de IIII*]

Face aux coups qu'ils subissent, aux menaces qui planent sur leur avenir ou leur formation, les étudiants ont besoin d'une organisation porteuse de leurs aspirations, de leurs revendications, avec laquelle ils puissent s'organiser pour se défendre chaque fois que c'est nécessaire.

Cette organisation, c'est l'U.N.E.F. L'objectif d'unir les étudiants pour défendre leurs intérêts ~~sous-~~  
~~tend~~ c'est son activité.

A l'U.N.E.F., ne rien laisser passer lorsqu'il s'agit d'injustices ou d'atteintes aux droits, c'est notre raison d'être.

~~Depuis nos deux derniers congrès, nous avons beaucoup amélioré notre rôle~~ Depuis le 72ème Congrès, nous avons progressé dans notre pratique : parce que nous avons pris toute notre place dans les structures d'action décidées par les étudiants, parce que nous sommes plus déterminés, mieux à l'écoute, plus rapides à organiser l'action, nous avons aidé des milliers d'étudiants à s'en sortir, à obtenir que justice leur soit rendue, à améliorer leur situation.

Nous avons largement contribué à l'expression d'un vaste mouvement pour gagner des crédits supplémentaires qui a imposé des mesures d'urgence.

Ce faisant, nous avons acquis une expérience précieuse qui nous aide, en toute circonstance, à trouver la meilleure façon de rassembler.

### **Un problème banal, ça n'existe pas.**

Nous refusons de banaliser certains problèmes. ~~Il y a des difficultés plus quotidiennes, plus habituelles. Mais si elles~~ S'ils sont contraires à l'intérêt des étudiants, l'U.N.E.F. est au premier rang pour les combattre.

Les petites luttes, ça n'existe pas. Un photocopie gagné dans un cours, ça peut paraître dérisoire ; pour l'étudiant qui en bénéficie, ça peut être déterminant.

A l'U.N.E.F., On ne se résigne à rien ~~ni au plan Jospin, ni aux droits d'inscription supplémentaires.~~

### **Nous tourner vers plus d'étudiants**

En décidant de riposter à tout ce qui va mal, on est plus fort, plus prêt à mettre en échec les injustices les plus graves, on fait vivre un climat persistant de contestation, un esprit de révolte. On conforte les aspirations de nombreux étudiants, on renforce leur combativité.

Ce faisant, nous jouons un rôle moteur dans le mouvement étudiant. Quand la situation explose, nous sommes une force d'initiative et de propositions reconnue.

Aujourd'hui, l'U.N.E.F. est en capacité d'aller beaucoup plus loin. C'est nécessaire.

Les problèmes sont partout, dans tous les cycles, dans toutes les filières.

Sur de nombreux aspects de leur vie, les étudiants râlent, sans que personne n'appelle à l'action : les files d'attente interminables devant les resto-U, les bibliothèques dépourvues de livres, les transports

couteux et insuffisants, **les loyers exorbitants des chambres et studios dans les villes universitaires...**

Dans les cités universitaires, les résidents sont confrontés à la dégradation des conditions de vie, à l'augmentation des loyers. Il nous faut ~~beaucoup mieux~~ **plus** nous tourner vers eux, notamment avec la F.R.U.F.

Par ailleurs, les étudiants qui souhaitent poursuivre leurs études dans un cycle de recherche sont en butte à la fermeture de laboratoires, à la suppression de D.E.A., à l'insuffisance de bourses de thèses.

De plus, la recherche scientifique est **souvent** soumise à des contrats militaires **et à des financements privés**.

Les étudiants en architectures sont confrontés à une réforme qui renforce la sélection.

Les étudiants en **UFR - STAPS** (ex UEREPS) souffrent du manque de postes offerts au CAPEPS...

D'une manière générale, défendre les intérêts ~~de la masse~~ des étudiants, cela exige d'être beaucoup plus attentif à ~~ce qui se dit~~ **qu'ils disent** et prêt à proposer l'action.

#### **IV- 4- UNE CONCEPTION DE L'UNION RESPECTUEUSE ET DETERMINEE**

*[L'erreur semble rectifiée, avec ce deuxième IV]*

~~Nous l'affirmions lors de notre 73ème congrès à Créteil, notre seul "à priori" e'est l'intérêt des étudiants. C'est pourquoi nous voulons rassembler tous les étudiants tels qu'ils sont, dans leur diversité et sans autre préalable, **quelles** = ~~Quels~~ que soient leurs idées, leurs préoccupations, ~~ce sont~~ tous les étudiants que l'U.N.E.F. veut rassembler pour défendre notre droit aux études.~~

~~Bien sûr, pas question, pour construire ce rassemblement, de mettre~~ **Dans ce rassemblement, on ne met pas** nos propositions et nos revendications dans notre poche. La plupart est issue des luttes elles-mêmes, ou alors, ce sont les réponses qui nous semblent les plus appropriées aux difficultés concrètes des étudiants. Nos propositions n'émanent jamais d'une élite qui aurait réponse à tout, mais sont étroitement liées au mouvement tel qu'il se développe et aux diverses situations des étudiants.

Cependant, en aucun cas, ces propositions ne sont un obstacle à la lutte commune. Il n'est pas nécessaire que les étudiants soient d'accord avec tout ce que nous formulons, ni nous avec ce pensent les étudiants, pour engager ensemble la riposte face à la sélection. Au contraire, nous mettons nos propositions en débat, cela nous permet de les faire connaître et en même temps de les enrichir. ~~Ensuite, on met~~ **Nous mettons** en avant nos convergences pour agir ensemble.

Ainsi, le mouvement de l'automne 89 a permis de développer pleinement cette conception de l'union. Nous y sommes venus avec notre proposition de doubler le budget de l'enseignement supérieur. Dans le même temps, nous nous sommes battus sur ce qui rassemblait la majeure partie des étudiants : les crédits d'urgence. Cela a permis de gagner des améliorations concrètes immédiatement et de faire progresser la revendication du doublement du budget de l'enseignement supérieur.

De fait, l'U.N.E.F. a été à l'initiative d'un mouvement de masse, auquel ont pris part de manières diverses des dizaines de milliers d'étudiants. Si nous avions mis nos revendications en préalable, jamais ce mouvement n'aurait eu un tel développement C'est aussi en étant respectueux des formes et des revendications exprimées majoritairement dans les A.G. que nous avons pu faire progresser ce mouvement.

Malgré cela, il ne s'est pas développé dans suffisamment d'universités. Nous y avons probablement une part de responsabilité par nos insuffisances d'organisations, de convictions, de perspectives, qui ont limité les convergences nationales et la force du mouvement. Notre orientation de rassemblement n'est pas en cause. Au contraire, c'est en progressant dans son application que nous dépasseront ces limites.

Cette attitude n'est pas conjoncturelle, mais correspond à notre conception profonde du mouvement. A savoir : lorsque les étudiants prennent leurs affaires en mains et décident ensemble, cela va à l'encontre de la progression de l'individualisme et de la résignation dont le gouvernement a besoin pour faire passer ses projets dans l'enseignement supérieur.

Cette attitude, c'est la seule qui puisse nous permettre de transformer chaque coup de colère en lutte qui gagne. Et pour que tous s'y retrouvent, ce qui doit être au cœur ce sont bien les revendications décidées démocratiquement, entre syndiqués et non-syndiqués.

Décider en commun de nos modes d'actions, de nos revendications, c'est notre façon de faire.

C'est parce que nous sommes déterminés à aller jusqu'à la victoire que nous sommes respectueux des formes du mouvement et des revendications exprimées dans les A.G. et les comités.

### **V- 5— AVEC LES ELECTIONS UNIVERSITAIRES, PROLONGER LES LUTTES, PROLONGER L'UNION**

Depuis 1988, de nombreuses élections ont eu lieu, que ce soit au niveau des U.F.R., des conseils centraux ou des C.R.O.U.S., l'ensemble des étudiants ont été appelé à se prononcer lors de ces consultations.

#### **Un fait dominant : l'abstention**

Le fait majeur qui continue à dominer les élections, les unes après les autres, c'est le très fort taux d'abstention. Selon le type d'élection, entre 80 et 95 % des étudiants ne vont pas voter.

Les raisons de cette abstention sont multiples. L'attitude de l'administration en est une. En effet, bien souvent, elle ne fait rien pour prévenir les étudiants que des élections vont avoir lieu. Les envois de convocations avec professions de foi sont l'exception. De plus, les bureaux de vote sont rarement dans les endroits les plus fréquentés et les trouver tient en général du jeu de piste. Enfin, les élections se déroulent souvent sur peu de jours.

Une autre raison de cette abstention est la sous-représentation des étudiants dans les conseils. Dans les C.R.O.U.S., depuis la fin de la parité entre étudiants et représentants de l'administration, le poids des élus a été considérablement diminué et dans les conseil d'U.F.R. ou dans les conseils centraux, rares sont les facs qui proposent un nombre d'élus étudiants maximum par rapport à ce que prévoit la loi.

Le plus souvent, les étudiants ne connaissent pas leurs élus, lesquels ne les informent pas des projets qui sont examinés par les Conseils, ne leurs rendent pas compte des décisions qui y sont prises. De la sorte, comment pourraient-ils se sentir concernés par les élections universitaires ?

Enfin, la raison majeure de l'abstention demeure le décalage qui existe entre les élections proprement dites et les préoccupations des étudiants.

En effet, bien souvent les campagnes électorales apparaissent plus comme des guerres de chapelles où chacun essaie de défendre sa portion de territoire plutôt que comme un moment où l'on peut

s'exprimer sur ses conditions d'études et de vie. Cela, ajouté au fait que le syndicalisme demeure un fait minoritaire à l'université, est sans doute le facteur essentiel de l'abstention.

~~L'U.N.E.F. ne se résoud pas à cette situation, car ce sont les mandarins et ceux qui prônent plus de sélection qui en profitent.~~

~~C'est pourquoi~~ **Plus que jamais**, notre objectif est de faire de chaque consultation un moment qui soit utile pour se faire entendre. Alors que l'on se bat toute l'année pour gagner des crédits supplémentaires, pour obtenir l'amélioration de nos formations et de nos conditions d'études, ce serait trop bête, lorsque l'on nous en donne la possibilité, de ne pas nous faire entendre.

### ~~Nettes p~~ **Progressions des listes de rassemblement soutenues par l'U.N.E.F.**

La seconde caractéristique majeure des dernières élections, c'est la remontée de notre influence. Que ce soit lors des dernières élections au C.R.O.U.S., ou dans les conseils d'administration des facs, les listes de rassemblement soutenues par l'U.N.E.F. ont connu un réel progrès.

~~Cela n'est pas dû au hasard, mais à la mise en place de notre orientation décidée lors des 72 et 73ème congrès.~~ Partout où nous avons élaboré **élaborons** nos listes de façon publique et débattus **ons** démocratiquement de nos plate-formes avec les étudiants, nous avons marqué des points.

~~Les listes de rassemblement que nous soutenons doivent devenir majoritaires~~ **Notre ambition est de rendre majoritaire** dans un contexte de meilleure participation électorale, les listes de rassemblements que nous soutenons, ~~e~~. **C'**est une des conditions de la construction du rapport de forces dont nous avons besoin à l'université. C'est permettre l'expression des revendications des étudiants à tous les niveaux.

~~Notre ambition est de devenir la première force électorale dans un contexte de meilleure participation électorale.~~

~~Cela implique de pousser encore plus loin notre stratégie de rassemblement et notre conception du rôle des élus.~~

**Des progrès ont été accomplis dans l'activité de nos élus. Mais ceux-ci doivent devenir encore plus, le relais des luttes étudiantes dans les conseils, ceux qui alertent sur les menaces et qui appellent à réagir. Loin d'être des notables, ils doivent être à la pointe et au service des luttes.**

Pour que nos listes soient pleinement représentatives du mouvement, pour que nos plate-formes collent au plus près des aspirations des étudiants, la préparation des élections doit être la plus publique possible. Discuter précisément de la plate-forme, avec l'ensemble des étudiants d'un amphi, cela ne veut pas dire mettre nos propositions au placard, mais les amener comme éléments dans le débat sans en faire un préalable. Cela nécessite une meilleure préparation.

C'est également vrai pour ce qui concerne le choix des candidats. Ceux que nous voulons voir élire ce sont les plus représentatifs du mouvement, ceux qui ne laisseront passer aucun mauvais coups et nous alerteront à chaque fois que c'est nécessaire, ceux qui prépareront les conseils avec les étudiants, qui rendront compte de leur mandat, ~~cela veut dire qu'il faut bien réfléchir à qui l'on propose d'être candidat, et d'aller ensuite dans son amphi pour en discuter avec les étudiants.~~

### **Recul sérieux des listes de l'UNEF - ID stabilisation des listes de Droite**

Les élections de ces derniers mois ont été également marquées par un effondrement des listes présentées par l'UNEF-ID.

A trop marquer son soutien à la politique gouvernementale et à désertier les luttes revendicatives, l'UNEF-ID perd un quart de ses voix et de son influence.

Avec les progrès du vote de contestation qui s'est porté sur les listes de l'UNEF-ID, c'est un sévère désaveu de la politique qui aggrave la sélection sociale à l'université.

A noter aussi, la stabilisation de la droite avec des gains de voix pour l'UNI, composés par le recul du CELF.

### **~~Nous tourner vers le mouvement associatif~~ Le résultat des organisations indépendantes**

Un dernier fait marquant des dernières élections dans les C.A. a été la forte progression des listes indépendantes. Cela traduit la volonté des étudiants d'avoir des élus sur qui ils pensent pouvoir compter, notamment parce qu'ils les connaissent. Le propre des élus indépendants étant d'occuper un terrain local, les étudiants voient parfois en eux les meilleurs relais de leurs préoccupations quotidiennes. Dans les conseils, il est possible de travailler avec eux, car ils sont, dans certains cas, élus sur des plate-formes proches des nôtres. Nous tourner aussi vers eux, c'est nous donner les moyens de faire grandir le rassemblement à la fac, et de faire barrage aux mesures sélectives.

Néanmoins, ce "vote indépendant" ne permet pas que s'exprime avec force des exigences revendicatives, il ne porte pas de perspective et ne favorise pas la construction du rapport de forces dont les étudiants ont besoin. C'est pourquoi nous ne nous satisfaisons pas de sa progression.

Nous n'avons pas vocation à être les seuls défenseurs des intérêts des étudiants, par contre, nous sommes les seuls à être déterminés partout et en toute circonstance, à faire que les étudiants se rassemblent, prennent leurs affaires en mains pour faire barrage à l'austérité. C'est en toute circonstance ce qui guide notre attitude.

## **VI 6- L'U N E F. APPELLE A L'UNITE SYNDICALE DANS L'ACTION**

La gravité des attaques contre nos conditions d'études, contre notre droit à acquérir une formation de haut niveau, appelle la riposte la plus large possible.

Nous partageons l'avis des étudiants qui, disent qu'aujourd'hui, face aux attaques que nous subissons tous les jours, pour obtenir les crédits en plus, on a besoin de tout le monde, d'un grand coude à coude. Ce qu'ils réclament, c'est l'unité, ~~donc l'unité~~ syndicale la plus large possible aussi.

~~C'est pourquoi nous renouvelons notre appel à l'unité syndicale pour la justice sociale et pour les moyens de moderniser nos formations.~~ C'est vrai que lorsque toutes les organisations étudiantes sont dans le mouvement, c'est un plus pour le faire gagner. Quand on y est tous, on est plus fort.

**C'est pourquoi nous renouvelons notre appel à l'unité syndicale.**

Or, nous devons constater que l'UNEF-ID a fait le choix de s'écarter du terrain des luttes et de couvrir la politique gouvernementale. ~~Nous~~ **Avec beaucoup d'étudiants, nous** regrettons ses tentatives de dévoyer le mouvement de l'hiver dernier.

Malgré tout, l'U.N.E.F. ne se résoud pas à la division. En effet, celle-ci affaiblit le mouvement étudiant. Nous n'aspérons pas à être seul pour combattre les projets élitistes à l'université. Au contraire, tous nos efforts visent à rassembler.

D'autant plus que dans cette situation, l'UNI et le CELF en profitent pour développer des idées de sélection, et appellent le gouvernement à pousser plus loin encore dans cette direction.

**C'est pourquoi, nous renouvelons notre appel à l'unité syndicale dans l'action.**

Bien entendu, nous ne souhaitons pas une alliance pour une alliance, ~~sur n'importe quoi. Trop de choses nous séparent et cela irait à l'encontre des intérêts des étudiants.~~ **Soucieux de l'intérêt des étudiants, nous sommes prêts à travailler avec quiconque agira dans le sens d'une amélioration de nos conditions de vie et d'étude.** C'est à partir des luttes, dans le mouvement que nous obtiendrons l'unité la plus efficace pour gagner sur des revendications précises.

**En aucun cas, il ne s'agit d'une unité au sommet, au-dessus des étudiants. D'ailleurs, bien souvent, au niveau de nos AGE, nous avons fait la cruelle expérience de l'inefficacité de tels accords. Par contre, Mais, pour gagner des crédits supplémentaires ou pour mettre en échec la réforme de l'aide sociale, par exemple, notre volonté c'est que l'union puisse se réaliser à tous les niveaux nous savons que tous ensemble, étudiants, enseignants, ATOS, unis et déterminés dans la bataille, c'est un plus pour obtenir de telles mesures. C'est dans ce sens que nous avons lancé un appel national à toutes les organisations syndicales durant le mouvement de 1989.**

Aujourd'hui, tous nos efforts doivent tendre à rassembler. A faire tout ce qui dépend de nous pour que la riposte soit la plus large possible. ~~La question de l'unité syndicale est inséparable de cet objectif, elle~~ **L'unité syndicale, en n'étant en aucune manière un préalable à la lutte,** est un atout supplémentaire pour construire le rassemblement dont nous avons besoin pour nous défendre et avancer dans le sens d'une université de la réussite pour tous.

## **VII- 7- NOUS TOURNER VERS LE MILIEU ASSOCIATIF**

**Nous avons besoin de nous ouvrir très largement au monde extérieur, et notamment au monde culturel. En effet, l'université doit être un lieu d'échanges, de confrontation, mais aussi d'expression et de création, en liaison avec le monde artistique. L'UNEF a donc besoin d'être présente sur ce terrain, voire, à l'initiative de certaines manifestations liées avec ses actions.**

**De façon plus générale, nous avons la possibilité de développer des actions convergentes avec de nombreuses associations, c'est d'ailleurs ce que nous faisons ponctuellement et c'est souvent un atout pour un rassemblement plus large dans et hors de l'université. Avec les associations anti-racistes, pacifistes, de la jeunesse, l'U.N.E.F. ne doit pas hésiter à s'associer à toute initiative qui permette le rassemblement des étudiants sur les questions du désarmement, de la précarité, de la lutte pour les droits de l'homme, etc...**

De plus en plus, sur des questions précises, se créent des collectifs regroupant plusieurs dizaines d'organisations. Ce fut le collectif pour l'abrogation de la loi Pasqua, c'est le collectif pour la libération de J.P. Casabonne, le collectif pour l'égalité des droits ou bien "Ca suffat comme ci !" Partout l'U.N.E.F. a sa place à prendre.

## **VIII~~8~~7 - ETRE SOLIDAIRES DES ETUDIANTS EN LUTTE PARTOUT DANS LE MONDE — RASSEMBLER POUR LA PAIX ET POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE**

Nous sommes aux côtés des étudiants qui luttent, partout dans le monde, pour une université de la réussite pour tous, pour un enseignement démocratique et pluraliste.

Les étudiants ~~jouent un rôle déterminant~~ prennent toute leur place dans le mouvement du monde, ils sont des acteurs irremplaçables pour les luttes, pour la liberté, la démocratie, la justice, la paix.

~~En s'engageant dans les luttes de libération, en se battant pour de meilleures conditions d'études, pour l'égalité devant la formation, contre toute forme de ségrégation, les étudiants contribuent à défendre ces valeurs.~~

~~Les mouvements d'émancipation des peuples ont besoin de la solidarité internationale, ils ont besoin de relais, pour informer, convaincre, rassembler dans les universités, l'UNEF veut jouer ce rôle auprès des étudiants.~~

- Ils participent aux processus de libération nationale : confrontés à des degrés divers à la ségrégation sociale, à la répression policière ou militaire et à la torture, ils combattent pour leur droits, leur liberté.

- Ils se révoltent contre ce qui met en danger leur vie, leur environnement, leur santé : la course aux armements, les essais nucléaires et l'utilisation des armes chimiques et bactériologiques.

- Ils sont parfois en butte à la politique de l'Etat français. Quand notre gouvernement arme les dictatures, commerce avec elles, se tait sur les atteintes aux droits de l'homme dans les pays qu'il soutient, quand il pratique lui-même le terrorisme en sabordant le Raimbow-Warrior, il s'oppose à la lutte et aux intérêts des peuples et des étudiants dans le monde. - Quand à Paris, en 1989, les sept pays les plus riches, premiers responsables du sous- développement, rééchelonnent la dette aux dépens des peuples qui souffrent de la famine, nous crions : "ça suffat comme ci !"

Informer, convaincre, rassembler et agir dans les universités pour une solidarité concrète, c'est le rôle que veut remplir l'U.N.E.F. auprès des étudiants.

~~Nous nous battons contre la discrimination, pour la justice et la démocratie dans nos faes, c'est une question de cohérence et d'efficacité de se battre pour ces valeurs avec les étudiants et les peuples du monde.~~

~~C'est l'affaire de tous de gagner, par exemple, la diminution des dépenses d'armement dans le monde, de gagner l'arrêt des essais nucléaires, l'annulation de la dette du tier monde et cest tous ensemble que nous le gagnerons.~~

C'est bien dans cet esprit que doit être développée l'activité de solidarité internationale de l'U.N.E.F.

### **Quelques axes prioritaires du rassemblement de solidarité**

~~Il faut poursuivre et amplifier notre solidarité avec les Solidaires des étudiants et le du peuple Sud-Africains pour que cesse tout de suite la ségrégation inhumaine qu'ils affrontent autant dans l'éducation que dans tout autre domaine ; après la libération de Nelson Mandela tous les espoirs sont permis pour que s'instaure en Afrique du Sud un régime basé sur l'égalité et la démocratie. Cela exige que la France applique~~ L'U.N.E.F. doit prendre sa place dans toutes les initiatives possibles pour obliger le gouvernement français à appliquer les sanctions demandées par Nelson Mandela, l'A.N.C. et l'O.N.U. : le boycott à 100% jusqu'à la liquidation de l'Apartheid.

~~La lutte du Le peuple palestinien est victime~~ Solidaires des étudiants palestiniens victimes avec tout leur peuple, d'une sanglante répression : quand un pays gouvernement se permet de fermer les universités et les écoles pour empêcher la contestation pour écraser une culture, quand aux pierres l'armée israélienne répond avec des fusils, il faut nous battre pour gagner la réouverture immédiate des universités palestiniennes et l'auto-détermination de ce peuple. ~~La France doit jouer son rôle pour associer l'O.L.P. à~~ L'Etat français, en tant que membre du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. doit exiger la convocation immédiate d'une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient en acceptant l'O.L.P. comme représentant légitime du peuple palestinien. L'U.N.E.F. doit contraindre le gouvernement français à agir dans le sens d'un règlement négocié qui aboutisse à la coexistence pacifique de deux Etats souverains.

~~La lutte du peuple nicaraguayen contre l'impérialisme américain continue. Astreint à défendre sa souveraineté qui l'oblige à un couteux effort de guerre, le Nicaragua manque cruellement de moyens pour développer sa politique éducative.~~ Solidaires des étudiants nicaraguayens qui, du fait de l'impérialisme américain et de son relai local depuis les récentes élections, continuent à manquer cruellement de moyens. En collaboration avec l'U.N.E.N., l'U.N.E.F. a relancé la collecte de livres dont les étudiants ont besoin au Nicaragua.

~~Développons et réaffirmons notre solidarité avec les étudiants et ceux qui en Roumanie et ailleurs dans le monde luttent pour la démocratie, les libertés d'opinion et d'expression, le pluralisme.~~

Solidaires des étudiants de RDA qui défilent récemment aux cris de "non aux facs Deutschmark".

Solidaires des étudiants italiens qui luttent aujourd'hui contre un projet porteur de toujours plus de sélection et d'inégalités à l'université.

Solidaires des étudiants chinois sauvagement réprimés au printemps dernier, et qui exigent plus de démocratie, un enseignement pluraliste.

Solidaires des étudiants d'Afrique Noire, qui subissent dans leur enseignement et dans leur vie, les conséquences du diktat des pays riches, du FMI,...

Bien entendu, l'U.N.E.F. ne limite pas son activité internationale à des axes prioritaires.

~~Les valeurs que l'on défend, qui déterminent notre engagement, notre activité et nos campagnes nationales, nous devons les défendre partout dans le monde, sans établir de hiérarchie entre les terrains d'expression de notre solidarité.~~

Nous n'adaptions pas nos principes aux circonstances, nous défendons par nos actes, les droits de l'homme partout et pour tous.

~~Dans l'U.N.E.F., l'activité internationale, c'est l'affaire de tous. Leur implication constitue de plus un enjeu à l'heure où les structures internationales auxquelles nous participons sont en pleine restructuration et qu'il va falloir redéfinir tous ensemble, dans l'U.N.E.F., la nature de nos relations internationales.~~

Cette volonté de solidarité concrète, c'est l'affaire de tous dans l'UNEF. Alerter, proposer la solidarité aux étudiants de France, doit donc être partie intégrante de l'activité de nos associations.

C'est dans ce sens, que l'UNEF appelle à un large rassemblement dépassant les frontières. Il s'agit maintenant, de dégager des perspectives de luttes communes

## Résolutions actifs pour le désarmement

Nous sommes animés dans notre démarche, par des valeurs de coopération, d'entraide et d'échanges. Dans de nombreux pays et pour ce que nous connaissons, la France, les dépenses d'armement sont un immense gâchis. Partout cet argent utilisé pour la mort, peut servir à améliorer nos formations. L'UNEF se prononce pour l'arrêt immédiat des essais nucléaires.

C'est à partir de cela, que l'UNEF se détermine dans son combat pour le désarmement.

~~La Nous considérons la coopération au sein de ces structures internationales est comme un atout pour développer cette solidarité, échanger nos expérience de luttes le développement d'une solidarité concrète et pour l'échange des réflexions ou des expériences de lutte des étudiants du monde.~~

La coopération au sein des structures internationales, auxquelles nous participons et qui sont en pleine restructuration, est un atout pour le développement d'une solidarité concrète, et pour l'échange des réflexions ou des expériences de lutte des étudiants dans le monde.

C'est dans ce sens que ~~va l'action de~~ l'U.N.E.F. agit au sein de l'U.I.E., de l'E.S.I.B., du Meeting Européen, pour que ces structures deviennent utiles aux étudiants et à leurs luttes.

## ~~8 L'U N E F. INSCRIT SES LUTTES DANS LA PERSPECTIVE D'UNE UNIVERSITE DE SERVICE PUBLIC~~

[Ce § a été déplacé en partie en introduction dans le projet, puis remplacé dans la résolution]

~~Avec l'évolution des technologies, l'explosion des connaissances dans le monde et dans notre pays, est posée très fort la question de l'avenir de la formation et plus particulièrement de l'enseignement supérieur. elle devient un enjeu pour le développement, une préoccupation de l'opinion publique.~~

~~Les gouvernements ne s'y sont d'ailleurs pas trompés puisque les objectifs de 80 % d'une classe d'âge au bae et de 2 millions d'étudiants sont clamés haut et fort. Ces objectifs sont d'ailleurs repris par le mouvement étudiant. Mais les objectifs annoncés sont loin de suffire pour répondre aux défis de l'avenir, l'enseignement supérieur continue de s'enfoncer dans la crise.~~

## ~~L'enseignement supérieur doit être conçu comme un outil de formation de masse et de qualité~~

~~Les besoins en nombre de techniciens supérieurs, cadres, ingénieurs, chercheurs, médecins, enseignants, vont nettement s'accroître dans les années qui viennent. Répondre à ces besoins nécessite de former beaucoup plus d'étudiants à des niveaux élevés.~~

~~Former plus, alors qu'aujourd'hui 75 % des enfants de cadres supérieurs et professions libérales accèdent à l'université va demander d'aller vers un enseignement supérieur démocratique. L'égalité de tous devant le droit aux études, la justice sociale à l'université sont donc aujourd'hui non seulement des valeurs élémentaires à défendre coûte que coûte mais également, les conditions indispensables pour l'augmentation du nombre d'étudiants.~~

~~Il est également nécessaire d'avoir un enseignement qualifiant, réellement formateur où on ne parque pas les jeunes faute de mieux, où on leur permet de progresser dans leur niveau de connaissance, de formation. La question de l'efficacité du système universitaire est posée en grand aujourd'hui.~~

~~Pour un enseignement supérieur à la pointe des connaissances il faut conserver et développer les rapports entre enseignement et recherche, l'apport de la recherche à la formation est indispensable à la progression du niveau d'enseignement et de formation.~~

## ~~Pour arriver à un enseignement supérieur démocratique et de qualité, l'outil indispensable : le service public d'enseignement supérieur~~

~~Le service public national d'enseignement supérieur est le seul capable de remplir les objectifs de développement et d'optimisation de la formation.~~

~~Il peut garantir l'égalité des contribuables devant l'investissement pour l'enseignement supérieur alors que le financement par les collectivités locales entraînerait des différences de contributions, selon le lieu d'habitation.~~

~~Il doit permettre le respect des principes constitutionnels de droit à la formation pour tous, de gratuité de l'enseignement supérieur et de libre accès. Lui seul peut veiller à la juste répartition des moyens entre les formations dans l'intérêt du pays.~~

~~C'est le seul outil capable de faire respecter un développement équitable entre régions, départements et communes, élément essentiel pour que l'égalité entre tous les étudiants soit la règle. Enfin, nous voulons le maintien et le développement des diplômes nationaux, c'est du service public national dont nous avons besoin.~~

~~Nous sommes loin d'avoir une vision conservatrice et immuable de ce dont a besoin l'enseignement supérieur d'aujourd'hui et de demain, le financement national par le budget de l'état d'un service public efficace doit aujourd'hui être au cœur des débats à l'université, l'U.N.E.F. doit faire partager ces idées par de plus en plus d'étudiants. Parce qu'elles sont au cœur des enjeux, agissons pour qu'elles soient au cœur du mouvement étudiant.~~

## **IX - LIBERTE POUR CASABONNE**

Il y a près de trois ans, Jean-Philippe Casabonne était injustement jeté en prison.

Trois ans pendant lesquels, il a refusé le chantage des gouvernements espagnols et français, sa libération contre la reconnaissance de sa culpabilité.

Trois ans pendant lesquels, sa famille, ses amis, les organisations qui le soutiennent, se sont heurtés au mur du silence, au lock-out de la presse, au refus du gouvernement français de prendre sa responsabilité face à ce déni de justice.

L'UNEF a fait connaître aux étudiants, en France et dans le monde, la scandaleuse détention de Jean-Philippe, les a invité à se rassembler pour exiger sa libération immédiate et sans condition.

## **TROISIEME PARTIE L UNEF, L ORGANISATION DE MASSE DONT LES ETUDIANTS ONT BESOIN POUR SE DEFENDRE**

Face à la dégradation de nos conditions d'études à tous les niveaux de l'enseignement supérieur, à une sélection accrue et au refus du gouvernement et ~~de l'Assemblée nationale~~ **de la majorité des députés**, de débloquer des crédits supplémentaires pour nos universités, il nous faut nous rassembler pour nous défendre au quotidien dans nos T.D., dans nos amphis, dans nos centres. Pour cela, les étudiants ont besoin d'un syndicat fort. Fort de milliers d'adhérents, d'associations dans tous les centres et dans toutes les filières.

## **I- 1- L'ASSOCIATION U.N.E.F., POLE D'INITIATIVE, FACTEUR D'UNITE DES ETUDIANTS.**

~~Appréhender chaque difficulté vécue dans nos amphis, nos T.D. au quotidien par les étudiants et développer des luttes sur le terrain à travers le rassemblement, tel est le rôle de l'Association U.N.E.F.~~ **L'association est au cœur de la vie des étudiants au plus près de leurs aspirations. C'est elle qui nous permet de démultiplier les luttes et de faire de chaque étudiant, un acteur du rassemblement.** Ne rien laisser passer, réagir à chaque coup porte, animer nos lutte de bout en bout pour les mener à la victoire, c'est cela, prendre l'initiative.

L'association nous permet dans notre T.D. d'être à l'initiative pour exiger des examens dans de bonnes conditions, une amélioration de notre formation...

Etre présents à tout moment, partout, pour répondre à chaque coup porté et notamment lors des chaînes d'inscription pour accueillir les nouveaux bacheliers, préparer les conditions de la riposte, réagir aux refus d'inscription est une nécessité pour répondre à chaque coup porté.

Elle nous permet de connaître les aspirations des étudiants de notre filière sur tel ou tel problème, d'être donc au plus près de leurs sensibilités et de dégager avec eux des axes de luttes pour améliorer nos conditions de vie et d'études.

Améliorer nos conditions de vie et d'études s'inscrit aujourd'hui dans une perspective de durée. Pour cela, le rassemblement de tous ceux qui ont besoin de se défendre, qui souhaitent obtenir des crédits d'urgence est une condition essentielle de réussite.

Informers les étudiants des décisions des Conseils, de la politique des universités, de nos propositions en liaison avec les élus, ouvrir un large débat sur les problèmes vécus à la fac et leurs solutions, permet aussi de rassembler tous les étudiants qui ont à cœur de réussir leurs études.

Ainsi, en étant offensifs sur chaque question, nous pouvons inscrire notre lutte pour un meilleur budget dans un cadre de longue durée.

Mais, si pour agir on n'a pas besoin d'être syndiqué, pour gagner sur nos revendications, on a besoin d'une structure permanente, on a besoin de renforcer l'organisation. C'est nécessaire partout.

**Face aux mauvaises conditions de vie et d'études en Cité-U et face aux réponses du gouvernement visant à privatiser les œuvres universitaires, plus que jamais, les résidents ont besoin d'une**

organisation spécifique qui a l'objectif d'unir les résidents contre les hausses de loyer et la dégradation de leurs conditions de vie.

La nécessité de développer les luttes dans les cités doit pousser les A.G.E. de l'U.N.E.F. à aider à l'implantation de la F.R.U.F.

## **II- 2- RENFORCER LES ASSOCIATIONS U.N.E.F.**

~~Face à la fermeté du gouvernement, il nous faut être plus forts.~~

~~En ce sens, le~~ Le renforcement est lié à notre orientation syndicale : chaque nouvel adhérent est un potentiel supplémentaire de rassemblement à la fac. C'est pourquoi, nous devons nous renforcer là où ~~on existe~~ nous existons, être beaucoup plus nombreux dans nos T.D., nos amphis, sur notre centre, développer et structurer nos associations. De la sorte, nous multiplions nos capacités de rassemblement.

Il nous faut aussi nous adresser en grand au million d'étudiants (que nous sommes), ~~cependant~~ aller plus loin dans notre démarche de renforcement, nous implanter dans toutes les années et partout où nous ne sommes pas encore présents : dans les I.U.T., les antennes délocalisées, mais aussi dans les écoles d'architecture, en médecine où se développent des mouvements d'ampleur, dans les B.T.S., les écoles d'ingénieurs, les classes préparatoires, les I.E.P. et les ~~U.R.E.P.S.~~ UFR STAPS, eux aussi victimes de la dégradation de leurs conditions d'études et de la sélection.

Ces étudiants sont trop souvent dépourvus de forces organisées, revendicatives, pour les rassembler, les aider à se défendre. Aussi, développer les implantations de l'U.N.E.F., c'est participer à la construction d'un rapport de forces local et national, créer les conditions pour se défendre efficacement dans ces centres.

La question du renforcement doit être au centre des préoccupations de chacun, du bureau d'A.G.E. de chaque association, il faut la faire partager à l'ensemble de nos adhérents. C'est un enjeu pour gagner, pour donner du punch au mouvement étudiant. C'est un enjeu pour le devenir de l'université.

### **III- 3- L'U N E F. OUVERTE A TOUS**

~~Déjà plus nombreuse en 89 qu'en 88, l'U.N.E.F. est encore plus forte en 90.~~ Depuis 1988, l'U.N.E.F. progresse en nombre d'adhérents. Mais, les étudiants ont besoin d'une U.N.E.F. bien plus forte encore.

#### **~~Etre ouvert~~**

Notre volonté est de nous ouvrir à tous les étudiants, sans aucun préalable **parce que l'UNEF est indépendante de tout parti politique, de toute religion ou idéologie**, tous y ont leur place, pour peu qu'ils veuillent se défendre, agir pour changer l'université, servir une cause de solidarité, être informés...

#### **Etre accessible**

Nous avons besoin de nous ouvrir très largement pour remettre l'U.N.E.F. entre les mains de tous ceux qui ont besoin de se défendre, permettre à chacun de s'approprier la force syndicale de la filière qui décide de résister aux avancées de la sélection. De très larges possibilités de renforcement existent pour peu que l'on adopte un ensemble de pratiques simples : réunir l'association U.N.E.F. de façon publique, faire élire partout des délégués d'amphi, syndiqués ou non, et travailler avec eux, multiplier les pratiques les plus rassembleuses.

C'est cela qui nous permettra de démystifier l'engagement syndical. Renforcer l'U.N.E.F. est alors à la portée de chaque adhérent en discutant dans son amphi.

Dans ces conditions, solliciter un soutien financier est naturel et nécessaire. Etre accessible, c'est aussi poser les conditions de notre expression, les étudiants le comprennent et nous soutiennent comme le montrent les expériences de collectes en amphis. Pour ne pas bailloner l'U.N.E.F., il nous faut ~~annuler les effets de ce facteur limitant de notre activité~~ **développer une politique financière à la hauteur de nos objectifs.**

~~Nous voulons aussi ne pas laisser de côté les étudiants des écoles, des I.U.T., des antennes délocalisées qui connaissent aussi leurs problèmes, car frappés également par les projets gouvernementaux.~~

## IV- 4- LA DEMOCRATIE SYNDICALE

### **Objet de batailles, d'exigences, la démocratie syndicale est à améliorer.**

A l'U.N.E.F., chacun compte pour un. Les décisions se prennent ensemble, dans l'association. C'est par la discussion entre tous les adhérents de l'U.N.E.F., que l'on est le plus efficace pour décider des initiatives les plus urgentes, celles qui concernent le plus de monde.

~~Lors des actions, on compte avec tout le monde, présent ou pas à la réunion de l'association où l'action a été décidée.~~ **Présent ou pas à la réunion de l'association, chacun est informé de l'action qui y a été décidée et doit pouvoir y trouver sa place.**

Pour faire vivre la démocratie, permettons à chacun de participer à sa manière dans son amphi, son T.D., en cité-U, autour de lui en faisant circuler une pétition, **en** diffusant un tract, **en** établissant le dialogue ; c'est la condition pour construire un mouvement ample de riposte.

~~La part prise par les~~ **La participation régulière des** A.G.E. ~~de l'U.N.E.F.~~ aux travaux du Collectif National qui est l'organe de décision de l'Union Nationale entre deux congrès est un enjeu pour ~~le~~ **notre** fonctionnement démocratique ~~dans l'U.N.E.F.~~

A ce niveau-là aussi, les décisions se prennent ensemble : c'est là que l'on décide des axes revendicatifs prioritaires **et les initiatives nationales** avec notamment le souci de favoriser les convergences nationales sur les questions pour lesquelles c'est nécessaire.

### **Développer la démocratie**

~~La~~ **Tout adhérent a le droit d'être informé** : la démocratie, c'est aussi développer les liens entre adhérents en se donnant les moyens d'envoyer régulièrement des courriers, bulletins ou autres publications. L'activité financière de l'association et notamment la collecte de la cotisation syndicale, est donc déterminante pour la vie démocratique de l'U.N.E.F. C'est ce qui permet à chacun d'avoir les éléments nécessaires pour intervenir autour de lui. Soyons encore plus à l'écoute, attentifs aux préoccupations de chacun de nos adhérents qui n'ont pas forcément les mêmes motivations.

Enfin, comme on adhère pour agir, la meilleure façon de compter avec tous, c'est qu'à chaque réunion une décision soit prise.

## **V- 5- DES RESPONSABLES SENSIBLES ET DETERMINES**

Nous sommes exigeants à l'égard de nos responsables. Ils doivent être proches des étudiants, sensibles aux problèmes, déterminés à les combattre et à impulser la riposte.

Nos élus ont une responsabilité particulière : ils doivent être attentifs aux projets, à ce qui se prépare dans les conseils, rendre compte de leur mandat, avoir un rôle actif pour anticiper la riposte. C'est un atout maître pour impulser des luttes victorieuses.

Avoir une riposte ample et cohérente nécessite un Collectif National qui prenne les décisions et définisse à tout moment les orientations les plus efficaces pour développer les luttes,. **Nous avons également besoin d'un Bureau National** qui aide mieux encore de manière directe et concrète les A.G.E. et leurs associations, à l'implantation dans de nouveaux endroits, à la mise en œuvre de notre démarche; ~~les membres du B.N., en étant patients, à l'écoute, capables de les éclairer sur la cohérence des coups portés, exigeants sur le niveau d'activité et le niveau de luttes.~~ **Les membres du Bureau National sont mandatés pour impulser la mise en œuvre de notre orientation, pour la faire respecter, pour l'enrichir et favoriser sa maîtrise, ils doivent aider partout à dépasser les blocages et les lenteurs éventuelles. Chez nous, pas de bonnes places ni d'arrivistes, ils ont pour responsabilité, d'impulser les luttes, d'aider l'UNEF, ses AGE, ses associations, à y donner toute l'ampleur nécessaire en étant à l'écoute des étudiants et des adhérents, en éclairant sur les dangers et la cohérence des coups portés.**

En outre, les secteurs et commissions de l'U.N.E.F., animés par le Bureau National, impulsent un travail de documentation et d'analyse, développent l'information, suscitent la réflexion, proposent des batailles et des initiatives en direction des A.G.E. et des associations de l'U.N.E.F.

En développant les stages nationaux, régionaux, locaux, nous recherchons en permanence des cadres pour les former et les aider à mener à bien nos batailles.

oOo

~~En tenant son congrès à Toulouse, l'U.N.E.F. n'oublie pas Jean-Philippe Casabonne et s'engage pleinement dans le combat de sa libération.~~

~~Il y a près de trois ans, Jean-Philippe Casabonne était injustement jeté en prison. Trois ans pendant lesquels il a refusé le chantage des gouvernement espagnols et français : sa libération contre la~~

~~reconnaissance de sa culpabilité. Trois ans pendant lesquels sa famille, ses amis, les organisations qui le soutiennent se sont heurtés à un mur de silence, au lock out de la presse, au refus du gouvernement français de prendre ses responsabilités face à ce déni de justice.~~

C'est à un véritable "interdit d'étudier" que se voient confrontés des centaines de milliers d'étudiants. L'UNEF n'accepte pas une telle agression.

Fort de son orientation, de ses adhérents, son 74e congrès appelle tous les étudiants à réagir ensemble, unis pour préserver et développer le droit de chacun et de tous, à des études supérieures de son choix, de qualité.

Depuis trois ans, Jean-Philippe CASABONNE croupit dans les geôles espagnoles.

L'UNEF, en l'élisant Président d'honneur du Congrès de Toulouse, s'engage à faire grandir la mobilisation pour que Jean-Philippe ne passe pas un jour de plus en prison.